



AIX en PROVENCE

LA VILLE

Aix-en-Provence, le **16 OCT. 2015**

A L'ATTENTION DES MAIRES CONCERNES PAR LA CREATION DE
LA MÉTROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

Maryse JOISSAINS MASINI
Chevalier de la Légion d'Honneur
Avocat Honoraire
Maire d'Aix-en-Provence
Président de la Communauté du Pays d'Aix
Ancien Député des Bouches-du-Rhône

Madame, monsieur le maire,

Ainsi donc, il nous sera imposé d'élire le 9 novembre le président de la métropole Aix Marseille Provence, sans même avoir pu obtenir la moindre garantie sur un pacte de gouvernance financier et fiscal proposé par le Pays d'Aix sur les principes dégagés lors des réunions entre les présidents d'intercommunalité et le président de l'Union des Maires. Un tel pacte a été écrit préalablement à sa création pour la métropole du Grand Paris.

Vous m'êtes témoins que j'aurai tout tenté pour sauver le territoire d'Aix et du Pays d'Aix de la faillite :

- **mon combat** de plusieurs années contre la loi Sarkozy de 2010, qui m'a valu un redécoupage défavorable de la circonscription où j'avais été élu député,

- **mon combat** aux côtés des autres présidents d'EPCI et du président de l'Union des Maires pour faire adopter « **le pôle métropolitain** » par tous les conseils municipaux et conseils de communauté du territoire,

- **et enfin tous les amendements** dont j'ai obtenu qu'ils soient rédigés et soutenus devant le parlement par l'intermédiaire de députés et sénateurs, quelle que soit leur appartenance politique.

J'aurai donc tout tenté, y compris la rencontre avec Jean-Claude Gaudin pour lui proposer de devenir président de la métropole, dans le souci d'éviter un combat fratricide entre plusieurs candidats possibles, dont moi-même.

Rien n'a été entendu.

Les propositions de rencontre écrites que j'ai adressées, à lui-même et à son entourage, pour mettre sur pied un projet de pacte de gouvernance financier et fiscal, protecteur des petites communes et des futurs conseils de territoire, sont restées lettres mortes.

Ceci nous aurait pourtant permis d'entrer en métropole avec des garanties substantielles de survie pour nos territoires respectifs, mais nous avons pas été écoutés. Circulez, il n'y a rien à voir.

1

Depuis le début, cette métropole a été voulue par Jean-Claude Gaudin et il sait depuis toujours qu'il en sera le président, ayant tout organisé dans ce sens, n'en déplaise à ses airs innocents qui ne m'ont jamais trompée : si j'ai refusé de faire acte de candidature, c'est parce que je sais depuis l'origine que son cabinet a tout mis en place dans ce sens. **Tout cela pour quoi ?**

Tout ceci a-t-il un sens lorsque l'on sait que nous allons devoir livrer « les clefs du coffre » à une équipe qui n'a pas la compétence pour gérer ce territoire et qui va nous conduire au chaos ? Car, quelle que soit la bonne volonté de Jean-Claude Gaudin, que je ne mets pas en doute, c'est son entourage qui sera à la manœuvre.

Alors que Jean-Claude aurait pu choisir une gouvernance sage en associant à sa gestion des territoires et des communes qui ont fait leurs preuves, il a, à l'évidence, préféré installer son entourage habituel, précisément celui qui a conduit la ville de Marseille au bord de la faillite.

Il le sait, le gouvernement le sait et ils seront responsables du plus formidable « hold-up » politique de l'histoire des collectivités territoriales et de la dégradation à venir de territoires paisibles et jusqu'alors bien gérés... Les citoyens seront en droit de demander des comptes, non seulement à monsieur Gaudin, mais à chacun d'entre nous.

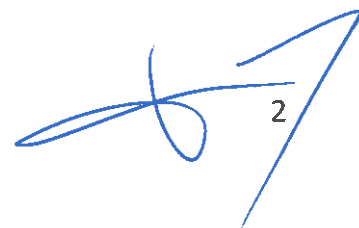
J'aurais pu choisir une fin de carrière confortable, mais je préfère le combat, mon combat pour les valeurs, celles de la République, celles de citoyens qui m'ont fait confiance.

Bien que je n'aie aucune envie de siéger à côté de certains élus dépendants et peu courageux, je m'y obligerai tant il est vrai que nos territoires tiendront leur place et exigeront les moyens qui leur reviennent.

Consciente de l'échec annoncé de cette métropole dont nous gratifient le gouvernement et monsieur Gaudin, j'ai mis en place, ainsi que vous le savez, d'autres stratégies pour lesquelles j'ai reçu l'aval unanime du conseil municipal d'Aix-en-Provence et de la Communauté du Pays d'Aix pour avancer sur un projet alternatif à ce chaos annoncé et d'autres communes, conduites par des maires courageux, sont en train d'en débattre.

Aujourd'hui, prenant par surprise les Présidents des EPCI et le président de l'union départementale des maires, madame le président de la Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de l'Étoile a choisi de rompre unilatéralement l'accord conclu le 1^{er} octobre entre tous les présidents d'EPCI et l'Union des maires, en convoquant le conseil de métropole le 9 novembre 2015. Et ceci, sans s'assurer d'un vote favorable des maires qu'elle représente et dont elle tire sa légitimité.

Cette élection du président de la métropole aura donc lieu en pleine période électorale, alors même que nous étions tous d'accord pour qu'elle intervienne après le scrutin des régionales. Ce faisant, le président de la Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de l'Étoile fait courir des risques aux candidats : annulation de l'élection, sanction de comptes de campagne et donc inéligibilité. Si cela devait se produire, Madame Barthélémy porterait la responsabilité d'un gaspillage d'argent public considérable... ce qui pourrait lui être reproché.



2

Cette convocation abrupte du conseil de métropole anéantit également nos espoirs d'être entendus par monsieur Gaudin à qui nous avons adressé un courrier exigeant qu'il nous reçoive enfin, de sorte que nous puissions discuter, ensemble, des conditions de fonctionnement de la métropole afin de préserver la stabilité juridique et financière de nos territoires.

Le maire d'Aubagne aurait été bien avisé de se présenter à la présidence de l'EPCI. Si madame le président de la Communauté d'Agglomération d'Aubagne et de l'Étoile espère obtenir que son territoire continue de profiter du transport gratuit, elle aurait dû défendre son EPCI face à la métropole où l'égalité devant la loi sera imposée à tout le territoire, ce qui, à mon sens, ne permettra pas que les habitants de l'ex-Pays d'Aubagne soient les seuls de l'aire métropolitaine à circuler gratuitement, mesure qui « à l'évidence » ne pourra financièrement être étendue à tous.

Mais il y a toujours des maillons faibles, nous le savions... Pas à ce point.

Alors, pourquoi devons-nous poursuivre le combat ?

Il existe heureusement des élus éclairés et courageux qui vont poursuivre le combat pour leurs territoires et les citoyens :

- **Parce que** Marseille est la première ville de France en termes de délinquance.
- **Parce que** Marseille est une ville surendettée et que sa communauté urbaine l'est également malgré la gestion éclairée de Guy Tessier qui a hérité de la responsabilité de cette structure il y a presque deux ans.
- **Parce que** Marseille présente de graves carences en termes d'équipements publics et que ceux qui existent sont loin d'être tous aux normes et nécessitent d'importants financements.
- **Parce que** Marseille a conclu des délégations de services et des marchés publics dont l'équilibre juridique et les finances méritent d'être réexaminés, en raison du surendettement.
- **Parce que** Marseille cumule les exemples d'une mauvaise gestion caractérisée.
- **Parce que** Jean-Claude Gaudin, qui sait tout cela, veut se construire une **virginité financière** sur le dos de nos territoires.

Grand politique, que j'admire et respecte à ce titre, le maire de Marseille n'a en effet jamais rien géré directement, monopolisé qu'il'a été par la vie politique. Il accorde hélas sa confiance à une équipe qui a placé la ville au bord de la faillite.

J'avais espéré, à l'approche du bouleversement qui s'annonce, que dans un sursaut républicain, Jean-Claude tourne le dos à cette équipe néfaste pour travailler avec nous, dans l'intérêt général.

Au lieu de cela, il met le territoire entre les mains de ceux qui ont lamentablement échoué - un vrai gâchis - alors même que personne ne conteste sa présidence, tant il est vrai qu'il peut être un ambassadeur de talent du territoire des Bouches-du-Rhône.

C'est pour tout cela que je persiste à refuser la métropole Aix-Marseille-Provence et que je soutiens une alternative personnelle qui concerne pour l'instant uniquement le Pays d'Aix.

Pour l'heure, puisque la loi m'oblige dans un premier temps à entrer dans cette métropole, je me prépare à le faire de façon républicaine, pour peu que le gouvernement et monsieur Gaudin mettent en place des audits :

- **Celui de l'état de la délinquance, y compris dans les quartiers nord, zone de non-droit.**
- **Celui des finances de la ville et de son endettement estimés à 4 milliards d'euros et à plus d'un milliard pour les hôpitaux.**
- **Celui des emprunts, y compris des emprunts toxiques qui endetteraient la ville et la communauté urbaine, au-delà, des quatre milliards d'euros de déficit connus.**
- **Celui des équipements publics pour dresser la liste de ceux qui ne sont pas aux normes, avec le chiffrage des moyens nécessaires pour leur mise en sécurité.**
- **Celui de la sécurité et du montage financier du stade Vélodrome.**
- **Celui des marchés publics et des avenants conclus avec les entreprises pour cibler les déficits.**
- **Celui du personnel, dont on dit qu'une partie serait mise à la charge de la métropole, comme cela a été fait lors de la création de MPM et, plus largement, l'audit comptable et financier qui permettra d'identifier si la ville est en état de « dépôt de bilan ».**

Ces demandes d'audits ne participent pas d'une volonté de contraindre ou humilier qui que ce soit mais tous les territoires seront de facto solidaires des déficits le 1^{er} janvier 2016.

Cette exigence est la mienne, tout simplement parce que l'on ne me donne malheureusement pas le choix et je dis à Jean-Claude Gaudin mon regret de devoir en passer par là, après cinq années de demandes restées vaines pour sauver non seulement le territoire du Pays d'Aix mais aussi l'ensemble des communes concernées.

Au-delà de mon respect et de ma loyauté envers l'homme, dont j'affirme qu'il est mon patron politique, je suis fidèle à mon territoire et aux citoyens qui m'ont élue...Je hiérarchise.

Je ne laisserai pas augmenter les impôts, diminuer le service rendu à la population, je refuse que le Pays d'Aix paie pour des dettes qu'il n'a pas générées et j'entends que mon territoire reste attractif, le devienne encore plus et que mes concitoyens soient protégés.

J'adresse au gouvernement un message solennel : la fusion des EPCI décidée par les lois MAPTAM et NOTRe ne peut se faire sans des audits rigoureux de la ville de Marseille qui a fortement endetté MPM et nous endettera tous lors des transferts de compétence prévus par la loi.

Personne n'a le droit de pénaliser un territoire en obligeant par une loi inique des citoyens libres et égaux en droits d'intégrer une structure dont tout le monde sait qu'elle est gangrenée par tout un ensemble de pratiques qui durent depuis des années.

Je sais que, ce faisant, je m'expose : en ma qualité d'élue politique mais également en tant qu'être humain. J'assume cependant toutes mes responsabilités pour dire à tous les élus qui accepteront d'entrer « **sans résistance** » dans cette « nécropole » qu'ils seront responsables devant l'histoire d'avoir entraîné dans les déficits de toute nature les citoyens qui les ont élus.

Je vous alerte aussi sur le fait que rien ne pourra les exonérer d'une responsabilité, non seulement politique, mais aussi, potentiellement pénale, en l'état d'une situation qu'ils ne pourront plus ignorer.

Pour ma part, je continue de veiller à ce que les élus d'Aix et du Pays d'Aix soient préservés de tels risques en agissant d'ores et déjà pour leur protection, persuadée que dans l'avenir ils pourront, grâce à nos actions, se dédouaner de la catastrophe annoncée.

Pourquoi tout cela, alors que j'aurais pu, comme certains, vivre tranquillement une fin de carrière politique dans les « ors de la République » ?

Tout simplement pour l'honneur et le respect des citoyens d'Aix et du Pays d'Aix et parce que je suis avant tout un politique indépendant, libre de sa parole et de ses actes.

Veuillez croire, chers collègues à ma considération et à mon dévouement sincère au service de nos administrés qui en nous accordant leur confiance attendent de nous audace, responsabilité et courage.

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.